

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie  
= Swiss journal of sociology

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

**Band:** 29 (2003)

**Heft:** 1

**Buchbesprechung:** Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Buchbesprechungen / Recensions critiques / Book Reviews

*Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.*

*Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.*

*Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.*

Jean-Michel Bonvin, Figures de sociologues. Introduction à l'épistémologie sociologique, Editions Universitaires de Fribourg, Fribourg 2002, 169 pages.

Traiter en 160 pages de huit sociologues (ou précurseurs), allant de Tocqueville à Goffman était sans doute une gageure. Le livre de Jean-Michel Bonvin tient le pari, et se lit avec beaucoup d'intérêt.

Il semblera pourtant un peu étrange, sans doute, à la plupart des habitués de la littérature sociologique : à quelques exceptions près, l'auteur évite soigneusement les notes de bas de page et les citations. Si chaque chapitre est précédé de courts repères bibliographiques, le texte lui-même est totalement dépourvu de références. Il se présente ainsi comme la synthèse, personnelle à l'auteur, de l'œuvre d'un « classique » de la sociologie. Sont ainsi successivement présentés : Tocqueville, Comte et Marx (les « précurseurs »), Durkheim, Weber et Simmel (les pères fondateurs), Parsons et Goffman.

Jean-Michel Bonvin assume donc totalement sa présentation des différents auteurs, sans tenter de l'étayer au moyen d'un appareil critique. Pour autant, le lecteur familier de Marx, de Durkheim ou de Goffman ne sera pas dépayssé : la présentation est limpide, structurée, écrite dans une langue toujours claire, mais elle ne se départit pas d'un certain classicisme. On retrouve ainsi un

Tocqueville précurseur des théories de la comparaison sociale et son fameux paradoxe de l'égalité : « *plus l'égalité effective progresse dans une société, plus la perception des inégalités y devient insupportable et plus le désir d'égalité s'affirmit au sein de cette collectivité* » (p. 19). On y retrouve la « loi des trois états » de Comte. On retrouve aussi le paradoxe central de l'œuvre de Marx, écartelée entre l'intérêt pour la *praxis* révolutionnaire et la tentation du déterminisme historique. On reconnaît également l'ambiguïté de Durkheim qui, plus il affirmait sa volonté de voir les faits sociaux comme des « choses », plus il tentait de faire de la société une source de transcendance.

Le lecteur sociologue trouve donc aisément ses marques : le livre expose les articulations majeures de la pensée de chacun des auteurs étudiés, et chaque chapitre constitue ainsi une « remise en ordre » ou une « reprise des repères » en quelque sorte. La démarche fonctionne peut-être un peu moins bien pour les sociologues mal connus du lecteur : ainsi, après l'exposé de Jean-Michel Bonvin, et, aussi structuré et pédagogique que soit le texte, on a toujours du mal à saisir le fil conducteur de la pensée d'un auteur comme Parsons.

L'ouvrage est aussi intéressant par son refus de sacrifier les sociologues dont il parle. Ainsi, la critique de Durkheim, accusé de « *transgresser lui-même les règles édictées dans ses écrits méthodologiques* » (p. 70) nous paraît particulièrement révélatrice de

la difficulté centrale de l'œuvre durkheimienne, qui veut à la fois construire une sociologie la plus « objective » possible et en même temps y trouver un point d'appui pour une morale. De la même façon, l'idée marxienne d'un mode de production ou « *l'administration des choses se substituera au gouvernement des personnes* » (p. 52) ouvre sur la mise en question de l'existence d'une véritable pensée du politique chez Marx. Mais ces remarques sont souvent faites de manière rapide et il n'est pas certain que le lecteur novice en comprenne toute la portée.

On l'aura compris, *Figures de sociologues* est surtout utile comme instrument de travail pour l'enseignant : il fournit une présentation toujours claire des grandes articulations d'une pensée, mais il ne permet pas au lecteur de se faire son propre jugement. C'est à chaque fois une synthèse claire, mais qui ne répond pas au lecteur qui « demande à voir » ou qui souhaite pénétrer lui-même la pensée des grands sociologues. C'est donc d'abord un manuel, parfait pour venir servir de support à un cours oral ou comme complément d'une anthologie par exemple. Dans ce registre le livre atteint très bien son objectif et il se révèle non seulement fort agréable à lire mais fort utile à relire.

On aimerait voir présenter de la même façon Boudon, Bourdieu, Crozier, Giddens, Bauman, Boltanski et tous les contemporains, souvent d'un abord difficile dans le texte et on serait très heureux que Jean-Michel Bonvin ait un tel projet dans ses cartons : il serait utile à beaucoup de ses collègues.

Un point cependant que l'on aurait aimé voir développé davantage est la conclusion épistémologique que propose l'auteur : « *Chacun des auteurs évoqués apporte sa pierre à l'édifice sociologique et celle-ci constitue une référence précieuse pour le sociologue contemporain qui s'efforce de construire son objet d'étude et de mobiliser les instruments méthodologiques appropriés. Une telle conclusion ne revient pas à dire que tous les paradigmes se valent dans l'absolu mais que la preuve de*

*leur validité ne peut être apportée que relativement à un objet d'étude précis* ». (p. 165).

Quoique l'auteur se défende d'un pur relativisme théorique – puisque tous les paradigmes ne se valent pas – il n'empêche que l'on reste sur une certaine impression « d'incomparabilité ». On aurait aimé un dernier chapitre où Jean-Michel Bonvin aurait mis les différents paradigmes en perspective, ou, plus exactement, aurait tenté le débat entre eux. Entre Weber et Durkheim, par exemple, il y a bien deux conceptions différentes et au moins partiellement incompatibles de la nature du social. Il suffit de voir comment un sociologue contemporain, comme Boudon par exemple, s'appuie sur le premier pour étayer son accusation de « sociologisme » à l'égard du second.

De même, entre la perspective d'un certain Marx, pour qui l'histoire est « déjà faite » et celle du sens « émergent » constamment de la situation chez Goffman, il y a bien malgré la différence d'objets (et d'échelle d'observation), deux perspectives qui paraissent à première vue difficilement réconciliables.

On peut partager le point de vue de Jean-Michel Bonvin, à savoir que « *la grande complexité du social autorise et même requiert que l'on multiplie les points de vue* » (p. 164) et en même temps souhaiter que ces points de vue soient davantage confrontés l'un à l'autre. Si la sociologie, comme le souligne l'auteur lui-même, ne s'inscrit pas dans la logique d'un savoir cumulatif, c'est peut-être parce qu'elle s'accorde trop facilement de la co-existence des écoles concurrentes.

Sans doute ne faut-il pas rêver et n'y aura-t-il jamais en sciences sociales, la « grande unification » théorique dont rêvent aujourd'hui les physiciens pour les prochaines décennies. Il y a d'ailleurs, à l'encontre d'une telle unification, un argument peut-être plus précis que celui de la complexité du social : c'est l'idée de *réflexivité*, telle qu'elle est défendue par Giddens, pour qui le savoir sociologique s'incorpore à son propre objet, puisque la société est elle-

même en partie un produit de ce savoir. Dès lors, comme le dit le sociologue anglais, « *Le problème n'est pas l'absence de monde social stable à connaître mais que la connaissance de ce monde contribue à son caractère instable ou mutable* » (Giddens, Anthony (1994), *Les conséquences de la modernité*, Paris : L'Harmattan). Mais à défaut d'avoir pour visée un savoir « objectif », peut-être les sociologues pourraient-ils à tout le moins adopter comme idéal régulateur la confrontation minutieuse des théories et des paradigmes, plutôt que l'anathème ou, pire, l'indifférence mutuelle, dont ils se satisfont sans doute trop souvent.

Dès lors, si la mise en perspective des paradigmes que nous propose Jean-Michel Bonvin est sans nul doute un instrument utile, on attend avec beaucoup d'intérêt ce qui constitue son complément logique : la mise en débat.

*Marc Jacquemain*  
*Département de sciences sociales*  
*Université de Liège*  
*7, Bd du Retorat (B31)*  
*B-4000 LIEGE*  
*Marc.Jacquemain@ulg.ac.be*

Didier Vranken et Olgierd Kuty (Éds.), *La sociologie et l'intervention. Enjeux et perspectives* Éditions, De Boeck Université, Bruxelles 2001, 357 pages.

Albert David, Armand Hatchuel et Romain Laufer (Éds.), *Les nouvelles fondations de sciences de gestion. Éléments d'épistémologie de la recherche en management*, Éditions Vuibert, collection « FNEGE », Paris 2001, 212 pages.

Le thème de l'intervention de tiers au sein d'organisations, ou plus particulièrement dit dans des groupes organisés, se trouve à l'intersection des deux ouvrages collectifs présentés. Cependant, tandis que le premier renvoie essentiellement à des approches so-

ciologiques, le deuxième se réclame d'une démarche proprement gestionnaire. Le premier pose la question de la pertinence scientifique de l'intervention en regard de la théorisation sociologique, tandis que le second questionne le savoir gestionnaire. Pour camper ces deux positions typiques, « sociologique » et « gestionnaire », avançons que la première propose d'appréhender une organisation à travers son système humain, tandis que la seconde le fait à travers son instrumentation de gestion. Bien sûr, les tenants d'une perspective sociologique n'excluront pas plus les aspects techniques voire économiques dans leurs interventions, que les tenants d'une approche gestionnaire ne feront l'impasse sur les aspects humains. Les différentes conceptions de l'intervention sont, dans tous les cas, d'autant plus exclusives les unes des autres qu'elles sont liées à des théories différentes, singulières quant à leurs présupposés et aux intentions qui les motivent.

On se propose dans les lignes qui suivent de traverser d'abord en diagonale les deux livres, et de mettre en vis-à-vis trois démarches d'intervention en organisation. On abordera ensuite la question de la subjectivité et l'opposition entre sociologie et psychosociologie, et on terminera sur les remarques finales de Vranken et Kuty.

Les articles formant *La sociologie et l'intervention* peuvent être classés en trois groupes. Un premier où les auteurs s'attachent à pointer les enjeux nouveaux de la sociologie contemporaine. Vranken et Kuty, notamment, soutiennent que l'intervention représente un enjeu incontournable puisque de plus en plus de personnes formées à la sociologie sont sollicitées d'utiliser les connaissances acquises au service des organisations qui les emploient à cet effet; sans compter que les demandes comme les pratiques d'intervention sont de plus en plus hétérogènes. L'idée que la sociologie est entrée dans une nouvelle phase de son développement traverse l'ouvrage. Monique Legrand note souligne, par exemple, la tension de plus en plus vive que doit affronter

le sociologue opératoire, entre la réponse à un commanditaire et le maintien du raisonnement sociologique.

Un article se distingue où Guy Minguet établit une classification de modèles d'intervention, le terme « modèle » étant ici entendu au sens de « théorie formalisée de la société et de l'action ». Il en présente dix par le menu : dynamique; systémique sociotechnique; du développement organisationnel; de la contingence structurelle; de l'apprentissage organisationnel; systémique politique; identitaire/culturel; actionnaliste; socioanalytique institutionnel; clinique analytique. L'auteur juxtapose dans sa taxinomie des modèles sociologiques, psychosociaux, mais également managériaux.

Un troisième groupe de textes, enfin, regroupe des articles écrits par des tenants de certains des modèles mis en exergue par Minguet : François Dubet pour le modèle actionnaliste, André Lévy pour le modèle clinique analytique, Erhard Friedberg pour le modèle systémique politique, et Florence Osty pour le modèle identitaire/culturel.

L'ouvrage *Les nouvelles fondations de sciences de gestion* s'inscrit dans les débats autour du degré de scientificité de la gestion qui renvoie, historiquement, à des pratiques enseignées par des gens de terrain. Le mouvement de professionnalisation de l'enseignement aidant, la question de savoir si le management est un art ou une science s'est posée. Que penser, en effet, d'une science appliquée qui emprunterait les moindres de ses concepts et de ses méthodes aux sciences humaines et sociales – économie, sociologie, ethnologie, sciences cognitives, etc. –, et qui, de surcroît, ne se définirait que par ses sous-disciplines – comptabilité, finance, marketing, stratégie ?!...

Cherchant à proposer des concepts fécondeurs pour les sciences de gestion, les auteurs constatent qu'elles sont les plus jeunes des sciences sociales, et qu'il s'agit de sciences de l'action. Qu'elles sont, qui plus est, des sciences de l'artificiel, ce qui revient à considérer l'entreprise comme un artefact et à définir les dites sciences comme

des sciences de l'ingénierie. Armand Hatchuel, l'un des théoriciens majeurs dans ce domaine encore jeune, ajoute que l'entreprise est un collectif particulier, périodiquement obligé de se reconcevoir pour survivre.

L'idée centrale qui traverse l'ouvrage suggère au fond que pour fonder théoriquement la gestion, il convient de se tourner vers une épistémologie de l'action plutôt que de la connaissance, et de s'interroger sur le type de statut des connaissances émises par les chercheurs en gestion, sachant que les résultats produits sont en tension sur des projets d'action.

Mettons à présent l'accent sur trois modalités d'intervention axées sur l'entreprise : celle de Friedberg (modèle systémique politique), celle de Hatchuel (modèle de recherche-intervention, non répertorié par Minguet), et celle de Uhalde et Osty (modèle identitaire/culturel).

Pour Friedberg, le problème fondamental dans une organisation est le rapport entre la théorie et la pratique, ou entre la prescription et l'exécution, la question fondamentale du management revenant à gérer l'écart entre, précisément, ce qui est l'expression de la volonté managériale, son discours, ses stratégies, les structures et les procédures formelles, d'un côté, et les pratiques profondes, que d'aucuns ont appelé le « management clandestin », de l'autre. Quoique la gestion dudit écart puisse être effectuée de plusieurs manières, celles-ci reviennent toujours à essayer de faire remonter la réalité des pratiques du terrain vers les prescripteurs, dirigeants ou managers. C'est ici que se situe pour Erhard Friedberg le rôle du sociologue qui est par nature le porte parole du terrain, c'est-à-dire des pratiques et des structures profondes, souvent informelles. Cet auteur conçoit l'intervention comme renvoyant à une activité de recherche proprement sociologique dans une première phase, c'est-à-dire de production de la connaissance, et à une activité de formation, d'animation ou de monitorage dans une deuxième phase, de façon à ce qu'une

autre manière de prescrire puisse être mise en place. La première phase, de diagnostic, est d'autant plus importante qu'elle vise à renvoyer un miroir aux protagonistes dans lequel ces derniers sont censés, si le diagnostic est bien fait, reconnaître leurs pratiques et, ainsi, être à même de se baser sur un langage commun.

Pour Armand Hatchuel, les approches systémiques, stratégique comme socio-technique, se sont formées en analysant les relations entre les acteurs dans des entreprises où les métiers étaient anciens et stables. Or, cela n'est plus le cas selon lui. C'est pourquoi il affirme qu'il convient de prendre simultanément en compte l'analyse des relations et les transformations des connaissances. Autrement dit, tout en reconnaissant l'importance des jeux de pouvoir, Hatchuel fait remarquer qu'en se limitant à ce modèle explicatif, il serait logique de penser que les luttes internes, les négociations et les marchandages conduisent inéluctablement les organisations à dilapider leurs ressources et à péricliter. Le fait d'observer non seulement la survie mais aussi l'aptitude de bon nombre d'entre elles à se transformer, innover, s'adapter et générer des ressources l'amène à avancer l'idée d'un « principe de réalité » qui rendrait compte de cette aptitude à la survie et au développement. Il reformule alors dans ses premiers travaux ce « principe de réalité » comme la nécessité de produire les connaissances permettant à une organisation d'être viable, c'est-à-dire d'éviter de commettre des erreurs fatales. L'auteur précise qu'il s'agit de « connaissances conceptualisées », ce qui signifie des connaissances opératoires spécifiques ayant trait aux différentes caractéristiques du contexte. On retrouve ici les contraintes techniques, économiques et culturelles, lesquelles ne pourront intervenir qu'au travers des connaissances des différents acteurs, ou représentations plus ou moins pertinentes de certaines réalités.

Le lien peut ainsi être fait avec l'analyse stratégique, puisque ces connaissances ap-

portent bien aux acteurs concernés la maîtrise de zones d'incertitude qui constituent des ressources stratégiques, sous réserve ajoute Hatchuel que ces connaissances soient « partagées », c'est-à-dire reconnues par l'ensemble des acteurs. L'auteur en déduit la nécessité de compléter le modèle politique d'une organisation par une théorie de la place et du rôle qu'y jouent la connaissance et surtout les conditions de sa transformation, c'est-à-dire de sa production. La notion de connaissances partagées pourrait être considérée comme implicitement présente dans « l'acteur et le système », puisqu'il y est précisé que les connaissances possédées par un acteur ne constituent des ressources stratégiques mobilisables qu'à partir du moment où ces connaissances sont reconnues par les autres acteurs. Mais surtout, la démarche proposée par Hatchuel vise à dépasser la thèse très classique qui fait du savoir, une fois reconnu et accepté comme tel, une simple arme du pouvoir, pour montrer que savoirs et pouvoirs sont tous deux en mouvement. L'étude des organisations est donc confrontée à deux régulations distinctes mais se conditionnant l'une l'autre, et non pas à une seule. Pour lui, les jeux de pouvoir ne peuvent rendre compte à eux seuls que de certains moments ou de certaines formes relativement stables de la vie des organisations, aussi faut-il dès lors que l'on cherche à expliquer des trajectoires ou des changements, par exemple la naissance ou la disparition d'acteurs, donner une importance au moins aussi grande aux modes de production et de partage des connaissances.

Précisons que pour ce chercheur-intervenant, les entreprises ont théorisé la question du changement en créant un acteur nouveau : le concepteur, c'est-à-dire l'expert (plutôt que l'acteur comme chez Crozier et Friedberg). L'histoire des entreprises contemporaines est ainsi vue comme la genèse des fabricants de règles, des prescripteurs dont la montée en puissance dès la fin des années 60 a conduit à fabriquer un appareil créateur de règles et de modifications qui

est devenu le problème majeur de la gestion. Il ne paraît donc plus suffisant à Hatchuel d'insister sur le volet humain ou « politique » de la transformation technologique. Au contraire, toute approche de l'entreprise doit mettre en bonne place la construction de l'expertise comme un enjeu central déterminant les structures et les stratégies. Pour Hatchuel, il faut donc considérer que l'espace de formation des savoirs est un espace dans lequel les acteurs se reconstruisent aussi bien qu'ils construisent les techniques de la firme. Pour cela, il prône une posture de recherche-intervention où le chercheur est un spécialiste en « outils de gestion ». On le voit, à travers les activités de conception et d'innovation, la dynamique des savoirs et leur capitalisation (communément appelé *knowledge management* aujourd'hui), constituent l'intérêt de cet auteur.

Pour Uhalde et Osty, le monde de l'entreprise est entré dans une profonde dérégulation. Quoique, par ailleurs, l'entreprise soit traversée par la dynamique d'individualisation des liens sociaux, la subjectivation prenant le pas sur l'intégration, la reconnaissance identitaire s'y renforce. Le travail d'intervention revient pour ces auteurs à favoriser des régulations sociales légitimes en travaillant sur les identités professionnelles et les apprentissages culturels. Le dispositif de l'intervention repose sur trois caractéristiques principales. (1) la réalisation d'un diagnostic, avant toute chose, pour problématiser les axes autour desquels des apprentissages sociaux peuvent être attendus. Ce diagnostic associe les acteurs à travers des groupes d'approfondissement de l'analyse. (2) la mise en place de groupes d'élaboration de solutions, puis de séances de confrontation entre ces groupes sur l'analyse de l'existant et sur les propositions de changement. Ces groupes sont constitués sur la base des positions relationnelles et identitaires reconstituées dans la phase de diagnostic, parce que c'est autour de ces positions que se nouent des problèmes de coexistence ou de coopération. (3) l'orga-

nisation d'une phase « instituante » où l'instance dirigeante est amenée à se confronter aux différents groupes pour élaborer des décisions concrètes en matière de changement.

Deux psychosociologues ont contribué au volume de Vranken et Kuty, à savoir André Lévy et Eugène Enriquez qui, tous deux, insistent sur les notions de subjectivité et de démocratie, précisant au passage que la différence entre psychosociologie et psychologie sociale tient à l'insistance de la première sur le caractère anti-hiéralchique, anti-bureaucratique et anti-technocratique, plutôt que sur l'acceptation des organisations sociales telles qu'elles sont. L'aspect le plus important est sans conteste la façon d'appréhender la subjectivité par les différentes démarches de type sociologique. Rappelons que Crozier avait pour sa première grande étude analysé la qualité des rapports entre individus pour mieux dévoiler les relations de pouvoir entre les différents acteurs du système d'action concret. Il échappait ainsi au psychologisme. On relèvera la position de Dubet qui s'inscrit dans la même problématique, résumée de la façon suivante par Vranken et Kuty : « la subjectivité n'émerge pas dans le vécu et les sentiments mais dans le rapport que l'acteur entretient avec sa propre action » (p. 315).

Osons d'ailleurs un parallèle un peu brusque entre les positions d'Hatchuel et de Dubet dont les méthodes d'intervention enchaissent une capacité réflexive forte, le premier à travers les mutations des dynamiques d'innovation industrielle, le second à travers les mouvements sociaux. Ces deux approches nous paraissent être archétypiques de l'intervention gestionnaire et de l'intervention sociologique.

Cette mise en parallèle nous renvoie aux propos conclusifs de Vranken et Kuty pour qui l'intervention est « le lieu d'une véritable expertise fondée sur la mise en perspective des rapports entre la théorie et la pratique, la connaissance et l'action » (p. 312). Citant Giddens, ils renvoient ici à la « double réflexivité des savoirs ». Un deuxième

enjeu est représenté par la question de la normativité publique, avec « l'effacement des normes ». Ils pointent par exemple la place que peut prendre le sociologue-intervenant à un moment où « la figure du juge (ou du savant) n'exerce plus le monopole de la raison » (p. 320). Un troisième enjeu est constitué par la « responsabilité » des tiers-intervenants qui doivent rechercher « une forte implication de la fonction de juger, où l'intervention devient un exercice de co-construction de sens de l'action » (p. 321). Là, il s'agit de distinguer entre les actes et les conséquences dont les liens de causalité deviennent flous. L'ouvrage de Vranken et Kuty se termine ainsi sur la nécessité d'articuler ces trois enjeux pour toujours mieux indiquer l'importance de l'intervention sociologique comme une discipline à part entière dont le but revient à construire de la connaissance en action « qu'il s'agira d'intégrer davantage aux universités ».

*Alain-Max Guénette  
Haute école de gestion (HEG)  
Rue de Sainte-Hélène 50  
Case postale 142  
2009 Neuchâtel.  
Guenette@hegne.ch*

Michel Eliard, *La fin de l'Ecole, Education et formation. Pédagogie théorique et critique*, PUF, Paris, 2000, 136 pages.

Le ton polémique ne manque pas d'attrait, quand un regard décapant dévoile et dénonce les intentions et les stratégies de l'adversaire. Mais il a aussi ses mauvais côtés, celui d'un engagement partisan qui, à l'heure des bilans, occulte ce qui pourrait être mis au passif des positions défendues. La nuance n'est pas toujours de mise, et la volonté persuasive amène parfois à jeter l'enfant avec l'eau du bain. L'ouvrage de Michel Eliard parvient certainement à éveiller l'intérêt des acteurs du monde scolaire sur certaines des

évolutions – voire des dérives – qui le guettent à court ou moyen terme, mieux qu'il ne convainc de l'utilité de recréer un îlot scolaire, bastion de l'idéal laïc et républicain. Ce plaidoyer vigoureux s'inscrit sur un fond de changement dans les modèles éducatifs, en partie motivé par une évolution des contextes économiques et politiques des sociétés occidentales (comme par exemple, l'émergence de nouveaux modes de recrutement, de gestion de la main-d'œuvre par les entreprises, et de régulation politique de l'activité économique et financière). La forme scolaire d'éducation est aujourd'hui probablement bousculée, voire même contestée dans sa légitimité à apprendre, mais il n'y aurait là rien d'étonnant parce que l'école avait elle-même fini par conquérir un monopole dans ce domaine d'activités en délégitimant d'autres modes d'apprentissage. Dans une analyse éclairante, Guy Vincent (1994) soulignait que l'adoption d'une forme scolaire d'éducation coïncidait avec une évolution politique majeure : l'apparition de l'Etat en tant que forme d'organisation politique, en d'autres termes, d'une forme abstraite, désincarnée et centralisée d'exercice du pouvoir dans les sociétés. Ce ne seraient donc, contrairement à ce que suggère Eliard, ni la Révolution française, ni les lois de la 3<sup>e</sup> République qui ont installé l'Ecole telle que nous la vivons et la connaissons actuellement, mais la volonté de monarques absolus d'unifier un territoire et de soumettre aux mêmes lois et règles (et notamment celles de la langue française) les peuples qui y vivaient. La Révolution n'a en effet pas aboli l'Etat, mais a consacré l'accès au pouvoir étatique d'une nouvelle classe sociale. C'est là aussi l'hypothèse de Vilfredo Pareto, dont on sait qu'il n'éprouvait guère de sympathie à l'égard du socialisme : « La machine gouvernementale que la bourgeoisie a su si savamment organiser à son profit, les socialistes voudraient bien s'en emparer et s'en servir à leur tour, mais ils n'ont garde de la vouloir détruire. Voilà pourquoi la contradiction que nous avons notée en eux de

tendre à augmenter les pouvoirs de l'Etat qui les persécute n'est qu'apparente ; ils ne font ainsi que rendre plus riche et plus précieuse la proie qu'ils convoitent » (Pareto, 1965, 33 f.). Ainsi à l'heure où l'Etat en tant que forme politique d'organisation des sociétés est bousculé par une double tendance à la globalisation et à l'affirmation de régionalismes, la forme scolaire d'éducation avec laquelle il entretenait un lien d'extrême proximité est elle aussi ébranlée.

Et c'est probablement là un des moteurs de la réflexion d'Eliard qui, au fil des pages, affirme des convictions très fortes, souvent sans concessions qui, à force de se répéter, ternissent la portée heuristique du propos. Bien plus, on finit par se demander vers quelles orientations politiques nous entraînent les mises en garde adressées aux acteurs du monde scolaire.

D'un côté, on partage avec l'auteur une série de préoccupations liées aux évolutions de l'Ecole dans nos sociétés contemporaines : marchandisation de l'éducation, statut de l'enseignement professionnel, liaison formation-emploi. Mais on aurait attendu une analyse plus fine d'une tendance à la marchandisation qui ne concerne pas tous les segments de l'institution scolaire et qui tend à faire émerger de nouveaux lieux et de nouvelles modalités d'apprentissage. On n'aurait pas d'emblée placé l'école comme composante ou lieu indispensable d'une formation professionnelle et on aurait davantage interrogé les pratiques de recrutement des entreprises. A ce propos, on rejoint l'auteur qui, citant Durkheim, souligne que le diplôme obtenu à l'école pourrait bien être moins l'indice d'une compétence professionnelle que celui d'une capacité à « recevoir plus tard une culture de ce genre » (p. 102). Dans le même ordre d'idées, on mentionnera l'un des aspects les plus stimulants de l'ouvrage, l'hypothèse d'une liaison forte entre déréglementation du travail et déréglementation scolaire, à travers le glissement d'un modèle de la certification ou de la qualification par le diplôme à un modèle des compétences acquises tout

au long de la vie dans une société cognitive. En y insérant cependant des questions complémentaires : tous les secteurs du marché du travail sont-ils bien concernés ? Ce glissement s'opère-t-il de la même façon selon le niveau de compétences que l'on vise ?

D'un autre côté, on aurait souhaité davantage de nuances dans le propos. Par exemple, quand l'auteur met en exergue les vertus du modèle de l'Ecole républicaine, en oubliant certaines des conséquences de cette vaste entreprise de mobilisation nationale. La critique des théories sociologiques qui ont contribué à ébranler l'idée d'une école véritablement démocratique paraît elle aussi entachée du postulat de l'inévitable dualité entre deux notions : l'égalité des droits, d'une part, et l'égalité des chances, d'autre part. Aux yeux de l'auteur, cette notion d'égalité des chances aurait indûment remplacé celle d'égalité des droits dans l'analyse sociologique, contribuant de ce fait « à retourner contre l'Ecole la responsabilité du maintien d'inégalités qui lui sont extérieures, légitimant ainsi la mise en place de scolarisations différencierées dont le résultat aboutit à accentuer, encore, les inégalités » (p. 79). Si l'intention est de titiller la (bonne) conscience de ceux qui, volontairement ou non, isolent l'école de son environnement politique, l'auteur vise probablement juste. Mais il paraît moins convaincant d'affirmer que les événements de la Commune de Paris et les politiques scolaires de la 3<sup>ème</sup> République, sont à l'origine d'un modèle scolaire plutôt favorable à la classe ouvrière. C'est oublier que la compétition scolaire induite par le modèle méritocratique et accentuée par l'ouverture du jeu scolaire, n'a en définitive pas profité à tous ceux qui, dans cette course à l'obligatoire certification, disposaient des capitaux les plus faibles. Dans ce cadre, la confrontation de deux principes d'égalité (*de droit* versus *des chances*) doit être subsumée sous une théorie plus générale des principes de justice ou d'équité : le jeu ou la compétition scolaire (encore qu'il conviendrait, comme le fait justement remarquer l'auteur

(p. 69), d'évoquer une compétition *éducative*) seront-ils plus justes si l'on accorde aux différents compétiteurs les mêmes droits et si les modalités de participation ne sont pas ajustées au profil des joueurs ? Ou si, par une évaluation préalable des ressources initiales, on vise à doter chacun des mêmes chances dans une compétition de plus en plus ouverte ? On comprend aisément que selon leur statut dans la compétition, les joueurs aient un intérêt objectif à invoquer l'un ou l'autre de ces principes de justice.

Il paraît cependant difficile de limiter les thèses en présence à ces deux extrêmes, et on voit surgir une voie médiane qui vise à doter chaque élève d'un socle de compétences de base minimales à l'issue du parcours scolaire : on vise ici à l'égalité des acquis. Le débat glisse alors de la sphère politique à la sphère pédagogique, et renvoie les acteurs du monde scolaire à leurs responsabilités professionnelles d'éducateurs et de formateurs. Il s'agit alors de se demander comment les uns et les autres parviennent à gérer au quotidien ces tensions entre mérite et égalité dans l'école démocratique de masse (voir à ce propos Dubet, 2000) ou plus prosaïquement, comment est gérée dans les classes une hétérogénéité qui ne se construit plus aujourd'hui sur la base des clivages traditionnels, mais sur de nouvelles lignes de fracture, ethniques et religieuses, par exemple. Et sur ce dernier point, il s'agit probablement d'un défi majeur adressé à l'Ecole laïque. Les pistes de réflexion ouvertes par l'auteur semblent se construire sur une base dichotomique et renforcer l'idée que seul le durcissement d'un des deux pôles suffira à réinstaller l'ordre républicain. Mais cela résoudra-t-il les questions soulevées par la diversité croissante des publics scolaires ? Le principe d'une égalité en droit est-il vraiment compatible avec l'inégalité des conditions sociales et bien plus encore avec l'éloignement de plus en plus perceptible des référents idéologiques et identitaires des uns et des autres ? Faut-il renouveler le combat de la 3<sup>ème</sup> République qui, a mobilisé le peuple autour

d'elle pour asseoir ses fondations et qui par ailleurs, ne se posait pas le problème de l'égalité des chances (p. 15) ? Son principal objectif, écrit Eliard, était alors « d'asseoir la démocratie contre l'Eglise catholique et l'aristocratie, de moderniser l'Etat, de développer une société d'entrepreneurs, d'instruire le peuple » (*ibid.*) ... Ce défi doit-il être réactualisé ou repris tel quel ? L'auteur en tout cas, entend bien que l'on se distancie de l'idéologie du « respect des différences, dont la traduction concrète est la constitution de ghettos communautaires, négation de l'égalité et de la République » (p. 21) et plus encore, des effets de mode liés aux usages de notions telles que celles de « différences, de pluralité, de multiculturalisme, d'équité, etc. » (p. 93).

Dans l'argument développé par l'auteur, la langue française, sa diffusion et sa maîtrise (orthographe, grammaire, ...) occupent une place privilégiée, symboles de l'unité républicaine menacée à l'heure de l'élargissement européen et de la mondialisation. C'est donc bien un monde, ses principes de justice (ou d'injustice ...), ses institutions emblématiques qui sont attaqués de toutes parts, et les politiques internes, y compris celles menées par les gouvernements de la gauche, ont précipité la perte de ces référents historiquement ancrés. Et si la solution prônée est bien de resserrer les rangs républicains et de redonner à l'Ecole sa mission initiale, il faut alors fermer certaines portes – celles qu'on a ouvertes « aux multiples intervenants extérieurs » – « afin qu'elles (les écoles) redeviennent un lieu d'instruction au lieu d'être ce lieu ouvert à tous les vents de la rue et que l'on charge d'apporter des solutions à tous les problèmes d'une société malade du chômage, de la déréglementation et de la précarité qui en découlent » (p. 127).

Les propositions avancées par l'auteur en fin d'ouvrage résument en définitive une approche *scolarocentrique* de la démarche d'éducation et d'apprentissage. Cet ouvrage montre, si besoin en était, à quel point le monde de l'éducation et l'institution sco-

laire sont des lieux privilégiés de constitution et d'affrontement d'idéologies concurrentes, mais en clivant à l'excès les réalités actuelles dans des oppositions dichotomiques, il n'apporte guère de solutions pratiques. Car on a le sentiment qu'en appliquant les propositions de réorganisation du jeu scolaire qui sont avancées en conclusion, les compétiteurs actuellement les plus affûtés le resteront demain encore et les laissés-pour-compte, aussi.

#### Références bibliographiques

- Dubet, François (2000), L'égalité et le mérite dans l'école démocratique de masse, *L'Année Sociologique*, 50, n° 2, 383–408.
- Pareto, Vilfredo (1965), *Libre-échangeisme, protectionnisme et socialisme*, Œuvres Complètes IV, avec une note introductory de G. Busino, Librairie Droz, p. 86 in: Valade B., 1990, *Pareto, la naissance d'une autre sociologie*, Paris: PUF, Sociologies, 1990, 33 f..
- Vincent, Guy (1994), L'éducation prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles, Lyon : Presses Universitaires de Lyon.

Jean-François Guillaume,  
Département de Sciences Sociales,  
Faculté d'Economie,  
de Gestion et de Sciences Sociales  
Université de Liège au Sart Tilman  
Boulevard du Rectorat, 7 – B31  
4000 LIEGE (Belgique)  
Jean-Francois.Guillaume@ulg.ac.be

Kaufmann Jean-Claude, Singlefrau und Märchenprinz. Über die Einsamkeit moderner Frauen, édition discours Universitätsverlag Konstanz, Konstanz, 2002, 271 Seiten

In Frankreich hat ein wenig spektakuläres Frauenporträt in der Frauenzeitschrift «Marie Claire» eine bemerkenswerte Reaktion ausgelöst: Hunderte von daraufhin eingegangenen Leserbriefe belegen, wie sehr sich

die Leserinnen in der Geschichte der porträtierten Singlefrau wiederfinden. Jean-Claude Kaufmann, der Anfang der 90er Jahre für die EU eine Untersuchung über das Alleinleben durchführte, bekam Kenntnis von diesen Briefen und machte diese zur zentralen Datengrundlage für sein Buch «Singlefrau und Märchenprinz: über die Einsamkeit moderner Frauen».

Theoretischer formuliert geht es im Text um die geschlechterspezifischen Folgen der Individualisierung in der modernen Gesellschaft. Dabei zeichnen sich spezielle Umbrüche in der Organisation des alltäglichen Lebens bezüglich der Gestaltung gegengeschlechtlichen Zusammenlebens für die Alterkategorien der Frauen von Anfang zwanzig bis etwa Ende vierzig ab. In diesen Kategorien bildet sich ein weibliches Leben zwischen zwei Identitätsalternativen heraus. Auf der einen Seite entsteht im Zuge der erfolgreichen Emanzipation der Frau von ihrer häuslich-reproduktiven Rolle der Typus eines autonomisierten weiblichen Subjekts, das sich in Beruf und Familie von überkommenen Traditionen lösen kann. Praktische und theoretische Stützung erfährt dieses Modell durch die Möglichkeiten zur beruflichen Karriere, dem Ausleben-Können von höheren Ansprüchen an die Männerwelt auf der Beziehungsebene und nicht zuletzt durch die Verheissungen einer befreiteren Sexualität. Auf der anderen Seite bleiben aber auch die Normative des vom weiblichen Emanzipationsprozess delegitimierten Modells der traditionalen Familie mit den Versprechungen von Eingebundenheit und Geborgenheit wirksam. In diesem polar gelagerten und fortlaufenden Individualisierungsprozess erscheinen nun neue Sozialfiguren wie die Singlefrau. Damit bezeichnet Kaufmann die im französischen Sprachgebrauch als «la vie en solo» bezeichnete Lebensform eines zunächst selbst gewählten Alleinlebens von jungen Frauen infolge von Nicht- oder Spät heirat und Scheidung. Gemäß den im Buchanhang ausgewiesenen Statistiken nimmt diese Lebensform in den neunziger Jahren in

ganz Europa von Norden nach Süden laufend zu. Die materialen Analysen der Briefe zeigen, dass diese Form einer oft als Befreiung gepriesenen Lebensgestaltung im Verlaufe ihrer «Flugbahn» einiges an Glanz verlieren kann. Insbesondere das damit oft verbundene Alleinsein kühlt mit der Zeit die Idealisierungen vieler so lebender Frauen doch erheblich ab. Es entstehen neue Zonen und Formen der Einsamkeit, die im Rahmen weiblicher Emanzipationslogiken und -forderungen noch weitgehend tabuisiert bleiben. Die Männer tauchen nämlich mit zunehmender Dauer des Alleinseins immer mehr in der Trostfigur des selbstverständlich nie eintreffenden Märchenprinzen auf, oder sie werden anderweitig fremd. Es entsteht eine Aporie in Form einer Sehnsuchtsstruktur, welche die Vorzüge des Singlelebens mit denen der Geborgenheit des traditionalen Familienmodells verbinden will. In diesem Spannungsfeld verfolgt der Autor anschaulich und faszinierend, wie Frauen mit dem Alleinleben zu Rande kommen.

Im Anhang behandelt der Autor die komplexen Begrifflichkeiten zum Alleinleben (Einpersonenhaushalte, Personen ohne Paarbeziehung, Singles usw.) und weist auf die alltägliche Volatilität dieser sozialwissenschaftlichen Messkonzepte hin. Diese Volatilität macht eine rein statistische Interpretation des Phänomens vom Alleinleben inhaltsleer und bewirkt, dass erst ein Methodenmix, hier die Verbindung von EUROSTAT Daten (und anderen Statistiken) mit der Analyse von Leserbriefen, zum befriedigenden soziologischen Ergebnis führt. In dieser Hinsicht ist das Buch von Kaufmann ein gelungener und exemplarischer Beleg für eine theoretisch angeleitete (Individualisierungstheorie und Wissenssoziologie), multimethodische (qualitative Briefauswertung und deskriptive Statistik) Untersuchung, die nicht nur verständlich, sondern auch noch ertragreich in ihren Erkenntnissen ist. Der Verfasser hat damit – nach seinen Büchern zur ehelichen Konstruktion von Alltag am Beispiel des Umgangs mit

der schmutzigen Wäsche (1995), dem komplexen Spiel von Frauenkörpern und Männerblicken am Strand (1996) und seiner Theorie der Haushaltstätigkeit (1999) eine weitere Facette des Alltags der Paarbeziehung beschrieben und analysiert. Er belegt, dass eine undogmatische Familien- und insbesondere Geschlechtersoziologie handwerklich lehrreich und inhaltlich spannend sein kann. Kritisch anzumerken ist, dass der im Buch verwendete zentrale Begriff der «Flugbahn» als Metapher für die biografische Verlaufskurve des weiblichen Alleinlebens eine etwas gar prosaische Übernahme des Begriffs der Laufbahn oder Karriere nach Howard S. Becker darstellt. Inwiefern dies den Übersetzungsschritten aus dem Amerikanischen ins Französische und dann ins Deutsche zuzuschreiben ist, lässt sich leider im Text nicht eruieren. In dieser Hinsicht wäre etwas weniger sprachliche Ästhetik und dafür eine präzisere Begriffsführung jedenfalls wünschenswert.

*Christoph Maeder  
Hochschule für Technik, Wirtschaft und Soziale Arbeit Institut für Soziale Arbeit  
St. Gallen, Institut für Sozialearbeit  
Industriestr. 35, 9401 Rorschach  
Christoph.Maeder@unisg.ch*

Thomas Samuel Eberle,  
Lebensweltanalyse und  
Handlungstheorie. Beiträge zur  
verstehenden Soziologie, UVK,  
Konstanz, 2000, 258 Seiten

Die Sozialphänomenologie im Gefolge von Alfred Schütz hat sich seit den 70er Jahren als eigenständiges Paradigma entwickelt, das die Entstehung einer Reihe interpretativer Ansätze und die Entwicklung qualitativer Forschungsmethoden gefördert hat. In dieser Tradition rückt insbesondere die Konstitution sozialer Wirklichkeit im Alltag in den Vordergrund, deren Klärung für jede Handlungstheorie grundlegend ist. Um Handeln bzw. die soziale Realität zu ver-

stehen, so lautet die klassische Antwort von Schütz, ist auf die subjektive Sinnsetzung und -deutung zu rekurrieren. Wie dieses Fremdverstehen überhaupt möglich ist, wird damit zur entscheidenden Frage für jede Sozialwissenschaft, deren Beantwortung durch Schütz die interpretative Sozialforschung philosophisch bzw. methodologisch fundiert. Dies ist zumindest die Lesart von Thomas S. Eberle, die er schon in seiner Dissertation von 1984 vorgestellt hat. Im Unterschied zur Schütz-Exegese, die das Schützsche Werk als Protosozioziologie (Lückmann), als phänomenologische Soziologie (Grathoff), als empirisches Programm (Psathas) oder anthropologisch-pragmatischer Ansatz (Srubar) begreift, liest er die Lebensweltanalyse als «Theorie des Verstehens» und damit als einen Beitrag zur Methodologie der Sozialwissenschaften.

Vor diesem Hintergrund ist das gehaltvolle und anregende Buch des St.Galler Soziologen vom Anliegen durchdrungen, das Wiederkehren der Schützschen Fragestellung in der weiterentwickelten soziologischen Theoriebildung aufzuzeigen. Im Zentrum stehen dabei die jeweiligen Lösungen für das Problem der vorgängigen Sinnkonstitution im sozialen Handeln und der ihr adäquaten soziologischen Vorgehensweise, die an den Ansprüchen gemessen werden sollen, welche durch Schütz' Schriften vorgegeben sind.

Dieses Ziel verbindet die verschiedenen Aufsätze, die in etwas anderer Zusammenstellung von der Universität St.Gallen als Habilitationsschrift akzeptiert wurden, wobei umfangmäßig etwa die Hälfte davon in leicht modifizierter Form anderweitig schon erschienen ist.

In einem ersten Schritt rekapituliert Eberle sehr prägnant die phänomenologische Analyse der Sinnkonstitution und des (wissenschaftlichen) Fremdverstehens, um dann die Bedeutung dieser Einsichten für die methodologische Grundlegung einer interpretativen Sozialforschung zu erörtern. Insofern die Lebensweltanalyse ausschliesslich eine Erkenntnistheorie bzw. eine

Protosozioziologie ist, was im zweiten Aufsatz ausführlich begründet wird, beinhaltet sie noch keine Anleitung zur Interpretation. Indem sie allerdings auf die Sinnvielfalt der Alltagswelt und die Verkürzungen und Sinntransformationen durch die wissenschaftliche Typenbildung aufmerksam macht, kann sie der Reifikation sozialwissenschaftlicher Konstruktionen entgegenwirken. An diese Erkenntnisse kann die (verstehende) Soziologie nun anknüpfen und damit ihren interpretativen Zugang nicht nur methodisch, sondern auch methodologisch reflektieren. Hinsichtlich der Adäquanz der sozialwissenschaftlichen Konstruktionen etwa schlägt Eberle eine Radikalisierung der Schützschen Fassung vor, indem er den subjektiven Handlungssinn zum letzten Bezugs punkt für sozialwissenschaftliche Analysen erklärt. Damit werden strukturtheoretische Ansätze jedwelcher Couleur des Reifikationsverdachts beschuldigt.

Zeichnet sich damit nach Eberle eine phänomenologische Soziologie dadurch aus, dass sie an die Lebensweltanalyse anschliesst und den vielfältigen Sinndifferenzen Rechnung trägt, so widmen sich die weiteren Ausführungen konkurrierenden soziologischen Theorieangeboten in vergleichender Absicht. Zunächst beleuchtet Eberle im Aufsatz über «Lebensweltanalyse und Rahmenanalyse» sorgfältig das Verhältnis von Schütz und Goffman, dem er zudem zur besseren Kontrastierung die Perspektive der Ethnomethodologie von Garfinkel gegenüberstellt. Neben deren gemeinsamen Interesse an den Prozessen der Sinnkonstitution zeigen sich jedoch auch deutliche Unterschiede: Goffman interessiert sich etwa dafür, wie Rahmen als Deutungsmuster bzw. Interpretationsschemata inhaltlich ausgestaltet sind und wie sie in sozialen Kontexten angewendet werden. Ihr Konstitutionsprozess im Bewusstsein ist jedoch nicht sein Thema, ganz im Unterschied zu Schütz. Die beiden Ansätze ergänzen sich daher hierin, stellt doch die Lebensweltanalyse gleichsam den Rahmen der Rahmenanalyse dar. Denn Schütz konzentriert sich auf den philoso-

phischen Aspekt, während Goffman sein Augenmerk auf den soziologischen Aspekt der Erfahrungsorganisation richtet. Auch die Ethnomethodologie ist soziologisch orientiert, insofern sie wie die Rahmenanalyse die Sinnkonstitution pragmatisch-interaktionistisch begreift und damit gleichzeitig das Problem der (mikro-)sozialen Ordnung thematisiert. Im Unterschied zu Goffman – und damit Luhmann ähnlich – ist nach Garfinkel aber kein Rekurs auf das subjektive Bewusstsein oder auf übersituative Interpretationsschemata nötig. Insofern nämlich Handlungssinn in der Ko-Produktion aller beteiligten Akteure erzeugt und verändert wird, gilt es vielmehr die vielfältigen alltäglichen Methoden des «sense-making» zu analysieren. Damit nimmt Goffman eine Mittelstellung zwischen Schütz und Garfinkel ein, wobei allerdings nach Eberle die Unterschiede zwischen Rahmenanalyse und Lebensweltanalyse fundamentaler sind als jene zwischen Rahmenanalyse und Ethnomethodologie. Lebensweltanalyse als philosophisches Unternehmen ziele auf die universalen Strukturen jeder Sinnkonstitution, während Rahmenanalyse die soziale Wirklichkeit in ihrer lokalen und konkreten Gestalt analysiere.

Im letzten Jahrzehnt hat sich die Rational-Choice-Theorie, vertreten durch Hartmut Esser, sehr intensiv mit Schütz beschäftigt und deutliche Konvergenzen von SEU-Theorie (*subjective expected utility-theory*) und Lebensweltanalyse festgestellt. Der kritischen Überprüfung dieser These widmet sich daher der nächste Aufsatz, die in ähnlicher Ausführlichkeit erfolgen sollte, weshalb der Text mit knapp hundert Seiten der umfangreichste des Buches darstellt. Eberle wählt hierfür ein dogmengeschichtliches Vorgehen und beleuchtet zunächst ausführlich, wie Schütz seine methodologischen Überlegungen in Auseinandersetzung mit der Österreichischen Schule der Nationalökonomie und mit Blick auf die Als-ob-Modelle der zeitgenössischen Rational-Choice-Theorie geschärft hat. Seine Analysen des Wahlhandelns und der Alltags-

rationalität wollen auf der Grundlage seiner Theorie des Verstehens das Bewusstsein dafür schärfen, dass wissenschaftliche Modelle stets nur als Annäherungen an die Sinnorientierung von Handelnden aufzufassen sind. Sie erzeugen letztlich Homunculi, die so konstruiert sind, «als ob sie rational, an Zwecken und Mitteln orientiert, mit Knappheit konfrontiert und mit invarianten Motiven und feststehenden Wissensbeständen handeln würden» (S. 162). Die Aufgabe der lebensweltlichen Analyse ist gemäß Schütz daher das Aufzeigen und Festhalten der Distanzen von der Rationalität idealtypischer Konstruktionen zur (bestenfalls) partiellen Handlungsrationale im Alltagsleben.

Im Anschluss an diese Rekonstruktionen diskutiert Eberle die wesentlichen Neuerungen in der Konzeption des *homo oeconomicus* in der modernen Ökonomie und in der Soziologie, die ihm zufolge zu keiner Abkehr vom Als-ob-Modell führten. Angeichts dieses Ergebnisses gewinnt Essers These, die moderne SEU-Theorie habe die theoretischen und methodologischen Anliegen von Schütz weitgehend aufgenommen, besonderes Interesse. Nach einer prägnanten Darstellung der SEU-Theorie werden die von Esser aufgezeigten Parallelen kritisch geprüft, wobei Eberle seinen Blick vor allem auf die systematischen Verkürzungen richtet. Nach einer differenzierten Rekonstruktion der Esserschen Argumentationslinien konstatiert Eberle, dass es ihm gelingt, «wesentliche Elemente von Schütz' Lebensweltanalyse in die SEU-Theorie zu integrieren» (S. 206). So werden mit den Konzepten der Habits und Frames wichtige Aspekte des Alltagshandelns erfasst, die es auch erlauben, affektuelle und traditionale Handlungstypen mit einzuschliessen. Damit wird die Vorstellung des primär (zweck-)rationalen Handelnden zwar überwunden, allerdings liegt die Rationalität nun auf der Meta-Ebene den Selektionsregeln für die Wahl von Frames zugrunde, weshalb nun – so die Kritik von Eberle – jegliches Handeln ex definitione rational sei.

Neben weiteren Detailkritiken verwahrt sich Eberle vor allem gegen eine Einebnung der Unterschiede zwischen deduktiv-nomologisch erklärenden und interpretativen Ansätzen. Letztere seien in erster Linie an der Sinnadäquanz ihrer Rekonstruktionen und erst sekundär an der Kausaladäquanz interessiert, während die RepräsentantInnen erklärender Ansätze primär an der Kausaladäquanz interessiert seien und Konzessionen bezüglich der Sinnadäquanz machen. Indem nun Esser die phänomenologische Lebensweltanalyse ins Korsett der analytischen Wissenschaftstheorie zwänge und sie so lediglich als eine «Sozialtheorie» behandle, gehe ihre zentrale erkenntnistheoretische Dimension verloren. Und damit werde auch das Bewusstsein für die vielfältigen Sinnmodifikationen bei der wissenschaftlichen Modellbildung wie auch für Reifikationen von Als-ob-Konstruktionen, die sich weiterhin in der SEU-Theorie trotz all ihrer Differenziertheit zeigten, verschüttet.

Das Buch von Eberle enthält viel mehr als das hier nur grob Skizzierte. Facettenreich und mit grosser Detailltreue beschreibt er die Lebensweltanalyse und die zum Vergleich herangezogenen Konkurrenzunternehmen. Eine besondere Stärke liegt darin, dass er die verglichenen Theorien unverkürzt, einfühlsam und unverstellt wiedergibt. Dabei sind die stets klaren Argumentationslinien gut nachvollziehbar, konsistent und von scharfsinnigen Überlegungen geprägt. Die Aufsätze sind gut und verständlich geschrieben, allerdings sind sie voraussetzungsvoll aufgrund der dichten Darstellung der verschiedenen theoretischen Ansätze sowie der Verzweigungen der Argumente. Die Anlage des Buches als Komilation von Aufsätzen bringt es mit sich, dass sich teilweise Wiederholungen und Überschneidungen einschleichen. Zudem bleibt die Aufgabe der Verknüpfung der Texte den Lesenden überlassen.

Eberle kann in überzeugender Weise aufzeigen, worin das Verdienst der Lebensweltanalyse liegt, nämlich in einer proto-soziologischen bzw. methodologischen

Grundlegung der interpretativen Soziologie. Dabei wird die Argumentation von Schütz nicht einfach anhand von dessen Werk entfaltet, sondern diese wird ausgezeichnet in Auseinandersetzung mit konkurrierenden Ansätzen entwickelt. Insofern hierbei das Augenmerk vor allem auf die Sinnvielfalt im Alltag und deren Reduktionen bzw. Transformationen durch wissenschaftliche (Re-)Konstruktionen gelenkt wird, erfolgt eine Sensibilisierung für die Gefahren szientistischer Verkürzungen. Ungeklärt bleibt allerdings das damit verknüpfte Problem, wie das (radikalisierte) Adäquanzpostulat angesichts der prinzipiellen Distanz von gemeintem und gedeutetem Sinn eingelöst werden kann. Zudem wird der Konstruktcharakter der eigenen Beschreibungen ausgeblendet, ja es wird sogar die Erfassung von «universalen Strukturen menschlicher Erfahrung» (S. 45) unterstellt.

Zwar betont der Autor den proto-soziologischen Charakter der Lebensweltanalyse, dennoch stellt sich aus soziologischer Sicht die Frage nach deren Bedeutung über den Aufweis der vorgängigen Sinnkonstitution im Alltag hinaus. Eine solche Fundierung ist zwar nicht wenig, doch für die Konzipierung einer soziologischen Handlungstheorie – ohne dies hier ausführen zu können – eindeutig zu wenig. Denn ist schon das Problem der Inter subjektivität nur teilweise als kognitive Vorverständigung der Subjekte geklärt, so werden die Aspekte der Konstellationen von Beeinflussungen, der Ressourcenverteilungen, der Transintentionalität von Handlungskonsequenzen, der sozialen Ordnung des Neben- und Nacheinander, des Verhältnisses von Mikro(-handlungen) und Makro(-bedingungen und -folgen) usw. ausser acht gelassen. Auch wenn nämlich äussere Einflüsse stets durch subjektive Perzeptionen gebrochen werden, gilt es dennoch, dieses Äussere theoretisch mit einzubeziehen. Obwohl dies nicht zu Eberles Anliegen gehört, ist sein Buch in seiner Betonung der erkenntnistheoretischen Dimen-

sion dennoch sehr anregend. Seine Grenzen liegen vor allem in dem, was der Autor, aber auch die Sozialphänomenologie nicht thematisieren.

*Marcel Meier Kressig  
Hochschule für Technik, Wirtschaft und Soziale ArbeitInstitut für Soziale Arbeit  
St. Gallen, Institut für Soziale Arbeit  
Industriestr. 35, 9401 Rorschach  
marcel.meier\_kressig@fhsg.ch*

Regina Bormann, Raum, Zeit, Identität.  
Sozialtheoretische Verortungen  
kultureller Prozesse, Leske + Budrich,  
Opladen, 2001, 374 Seiten

Regina Bormann geht von der Diagnose aus, dass die Deutungs- und Ordnungsmuster, die man bislang beim Umgang mit der sozialen Wirklichkeit als fraglos gültig unterstellte, im Zeitalter der Postmoderne und der Globalisierung obsolet geworden sind. Dies gelte nicht nur für die Muster, die im Alltag zum Einsatz kommen, sondern auch für diejenigen, derer sich die Sozialwissenschaften bedienen. Die Autorin ist weniger an den Gründen hierfür als vielmehr an der Frage interessiert, wie neue Deutungsmuster gewonnen werden können. Dabei lässt sie sich von einer anderen Diagnose leiten: nämlich von der These des Wiedererstarkens des Kulturalen als einem Instrument zur Strukturierung der Wahrnehmung der sozialen Wirklichkeit (S. 19 f.). Mit Hilfe eines «interdisziplinären Meta-Diskurses» (S. 27), der insbesondere die sozialtheoretischen Debatten in Soziologie und Ethnologie während der letzten drei Dekaden und dabei auch die Annäherungen bzw. Grenzziehungen in den Blick nimmt, will sie einem den heutigen Erfordernissen adäquaten Kulturbegriff nachspüren. Dies kann ihres Erachtens nur ein konstruktivistischer Ansatz leisten. Dieser Ansatz muss die anthropologische Grundausstattung des Menschen, die in der sozialen, zeitlichen und räumlichen Dimension

das Denken und Handeln organisiert und als Medium sozialer «Verortung» (S. 22) fungiert, keineswegs unberücksichtigt lassen. Die konnektive Betrachtung dieser Dimensionen soll helfen, die gefragten Deutungsmuster zu finden.

Die Autorin gliedert ihren Meta-Diskurs in sechs Kapitel. In Kapitel 1 und 2 reflektiert sie in wissenschaftshistorischer Retrospektive die Umbildung der Deutungsmuster in beiden Disziplinen, die mit der Rezeption der postmodernen Philosophen Lyotard, Derrida und Foucault entstanden sind und einem «cultural turn» den Weg bereiteten. Dieser mündete in eine Kulturalisierung der soziologischen und Soziologisierung der ethnologischen Theorien und verdeutlicht damit eine Annäherung beider in der Einsicht in die Notwendigkeit, sich mit den bisher unhinterfragten Ordnungsmustern der westlichen Moderne kritisch auseinander zu setzen. (S. 67 ff.). Die Autorin diskutiert denn auch in Kapitel 2 die Transformation des Kulturbegriffs, den man immer entschiedener pluralistisch fasst und auf sich wandelnde soziale Kontexte und AkteurInnenkonstellationen ausrichtet. In Kapitel 3 widmet sie sich der sozialen Dimension. Sie erörtert soziologische und ethnologische Konzepte, die einen Blick auf die Frage der kulturellen Besonderheit kollektiver Identität(en) erlauben. Dabei wird Giddens und auch Bourdieu besondere Aufmerksamkeit Zuteil, was kein Zufall ist, denn in den Kapiteln 4 und 5 beleuchtet die Autorin die Dimensionen Raum und Zeit. Beide Dimensionen werden von ihr als «grundlegende Parameter menschlicher Daseinserfahrung» erörtert, wobei die Mechanismen «sozialer Verzeitlichungs- und Verräumlichungspraxen», mittels derer sich soziale Ordnungsmuster über Raum und Zeit hinweg bzw. auch mit Hilfe «raumzeitlicher Vorstellungen reproduzieren und transformieren» (S. 26), im Zentrum der Betrachtung stehen. Mit Hilfe eines Klassifikationsschemas wird dieser cultural turn disziplin- und kategoriespezifisch nachvollzogen. Dabei ordnet die Autorin die zu ana-

lysierenden Diskurse auf einem «Kontinuum zwischen den beiden Polen» objektivistischer und epistemologischer bzw. konstruktivistischer Perspektiven ein (S. 343).

Dieser konstruktivistische Perspektivwechsel wird in Kapitel 4 für die Zeitkategorie insbesondere am Beispiel des gegenwärtig prominenten Zeitkonzepts der Tradition verdeutlicht. Die Ausführungen zur Raumdimension in dem folgenden Kapitel sind besonders instruktiv, denn es ist vor allem der Raum als eine von Menschen belebte Örtlichkeit, der das symbolische Material für die alltäglichen Sinngebungsprozesse liefert und mittels Markierungen einen Referenzrahmen für soziale Interaktionen bildet, der variabel gestaltet und permanent neu symbolisch ausgehandelt werden kann. In Kapitel 6 wird der Diskurs zum Thema Globalisierung rezipiert. Damit verbindet sich die Absicht, einen «enttotalisierten» Entwurf von Sozialität als «theoretische Reaktion auf die Wahrnehmungen neuer Ordnungen» zu präsentieren (S. 27), die den gefragten, den Erfordernissen der Postmoderne und der Globalisierung Rechnung tragenden Deutungsmustern als Grundlage dienen kann. Die Auseinandersetzung mit dem Globalisierungsdiskurs fungiert somit als Indikator für die Etablierung des diagnostizierten cultural turn.

Bormann hat mit ihrem meta-theoretischen Diskurs ein beeindruckendes Panorama sozialwissenschaftlicher Ansätze eröffnet, die sich der relativistischen und kontext-

ualistischen Herausforderung der Postmoderne und der Globalisierung nicht verschliessen, sondern sich ihr stellen und versuchen, ihren Begriffapparat der Situation der Zeit anzupassen. Dass eine solche Rekonstruktion blinde Flecken und Verkürzungen aufweist, wird niemand überraschen. Doch hätte man sich manchmal, etwa im Falle der Hybridisierungstheorie Jan Nederveen Pieterses, mehr Präzision gewünscht. Schlimmer wiegt freilich die durchweg selbstreflexive Haltung der Autorin. Es wäre wünschenswert gewesen, in die Diskussion über Fragen der transkulturellen Wissensproduktion einzutreten, wie sie von VertreterInnen des Indigenisierungsdiskurses gefordert wird. Sicher, die eigene theoretische Reichweite beschränkt sich auf die Rezeption westlicher Diskurse. Aber die normativ-politische Aufladung der Forschungsperspektive der Autorin mit dem Anspruch, die totalisierenden Deutungsmuster der westlichen Moderne im Namen «globaler menschlicher Verbundenheit» (S. 353) zu überwinden, passt nicht zu ihrer Haltung, die reflexiven Prozesse der Enttotalisierung moderner Weltkonstruktionen in westlicher Hand zu belassen.

*Dipl.-Soz. Annette Grigoleit  
Institut für Soziologie  
Universität Würzburg  
Wittelsbacherplatz 1  
97074 Würzburg  
Annette.Grigoleit@mail.uni-wuerzburg.de*